



Lomé, le 31 juillet 2023

## **Condamnation du coup d'État et appel au rétablissement de la démocratie constitutionnelle au Niger**

L'Organisation régionale africaine de la Confédération syndicale internationale (CSI-Afrique : <https://www.ituc-africa.org/>) condamne le récent coup d'État militaire qui a entraîné un changement forcé de gouvernement au Niger. Nous rejetons cette prise de pouvoir par les militaires et leur demandons de revenir sur leurs pas pour rétablir l'ordre constitutionnel.

La CSI-Afrique croit en la démocratie multipartite et participative comme base d'un développement national pacifique et inclusif. Nous sommes préoccupés par la fréquence croissante des coups d'État en Afrique de l'Ouest, qui torpillent les principes et les institutions démocratiques et érodent les droits et les libertés des citoyens. L'insécurité qui règne depuis peu dans la région est exploitée pour renverser le régime civil, et nous demandons instamment à toutes les parties prenantes de conjuguer leurs efforts pour affronter et vaincre cette tendance dangereuse.

L'insécurité qui règne actuellement dans la région constitue une menace importante pour les travailleurs et pour le bien-être des communautés et des nations. Il est plus que jamais important de s'unir pour faire face à cette menace. Nous demandons à toutes les parties de privilégier la sécurité des citoyens et de rechercher des solutions pacifiques et démocratiques aux défis auxquels la région est confrontée.

Une nouvelle fois, la CSI Afrique est profondément préoccupée par les difficultés socio-économiques auxquelles sont confrontés de nombreux électeurs et circonscriptions. Si les dividendes de la démocratie ne sont pas tangibles, cela peut conduire à la désillusion, à l'apathie et à un manque de volonté de défendre les valeurs démocratiques. Nous demandons instamment à la classe politique d'accorder un degré de priorité élevé à la lutte contre la corruption, les ambitions démesurées et l'accumulation grossière de richesses. Par ailleurs, les mesures d'austérité qui nuisent aux travailleurs, aux ménages, aux personnes en situation de pauvreté et aux communautés doivent être réexaminées, particulièrement en cette période de crise économique mondiale. Nous invitons les gouvernements africains et l'Union africaine à se réunir en session formelle en vue de discuter et de convenir de stratégies efficaces pour faire face à ces problèmes récurrents.

La CSI-Afrique reste fermement attachée à la démocratie participative et multipartite, aux droits de l'homme et au bien-être des travailleurs et des communautés de la région. Nous

demandons instamment aux militaires nigériens de revenir sur la voie de la démocratie constitutionnelle et de veiller à ce que les voix des citoyens soient entendues et respectées.

**Kwasi Adu-Amankwah**



**Secrétaire Général, CSI-Afrique**